

**Bernard FRIOT**

## **Religion capitaliste et laïcité**

Pourquoi et comment séparer « l'Église Capitaliste » de l'État ?

Conférence à Grasse le 27 février 2015

<https://youtu.be/3vW8EoVUaEo>

*[Fichier pdf](#)*

Merci à la CGT, au PC, à tous ceux qui sont à l'origine de cette réunion.

Il est bon je crois qu'un dirigeant communiste des Bouches du Rhône, Pierre Dharréville, ait sorti l'an dernier un ouvrage sur la laïcité. Il ne pouvait pas savoir que la laïcité allait revenir sur le devant de la scène et de la pire façon depuis un mois. Je vous signale cet ouvrage parce que je crois que c'est un ouvrage très utile : *Pierre Dharréville « la laïcité n'est pas ce que vous croyez » aux Éditions de l'Atelier 2014*. Lui se réfère plutôt à la tradition républicaine pour penser la laïcité.

Vous avez un autre ouvrage que je crois utile, qui lui se réfère au rapport avec la religion dans la tradition Marxiste : *Pierre Tévanian* le titre est un titre qu'il ne faut pas comprendre à contre-sens, c'est un titre qui conteste ceux qui ont oublié la façon dont le Marxisme-Léninisme et le Trotskisme se réfèrent à la religion, et qui du coup, pour l'avoir oublié, sont dans la haine de la religion, ce qui n'est en aucun cas la tradition. *La haine de la religion aux Éditions la Découverte 2013*, qui reprend les textes de Marx, de Rosa Luxemburg, de Lénine et de Trotski sur la religion.

Je pense que ça peut être aussi un certain rappel, compte-tenu que, dans la variante actuellement la plus utilisée de la laïcité, il s'agit d'une laïcité islamophobe qui justement est absolument à l'opposé de ce que Marx, Lénine ou Rosa Luxemburg disent de la religion. Là c'est un commentaire de texte de ces auteurs.

Effectivement la laïcité n'est pas mon domaine de réflexion premier, c'est mon agacement — on va dire mon agacement mais ce n'est pas un agacement psychologique, c'est une réaction politique que j'ai là — mon agacement devant le tour que prend la campagne laïque depuis les attentats de janvier dernier qui m'a conduit à prendre la parole sur ce terrain-là. Le tour que prend le débat laïque aujourd'hui, ouvre un boulevard au front national et je crois qu'il est urgent de réfléchir autrement sur la laïcité.

Et le livre de *Pierre Dharréville* — il y a une interview dans la NVO de février, puisqu'on est ici accueilli par la CGT, vous trouverez dans la Nouvelle Vie Ouvrière une interview de *Dharréville* — le livre de *Dharréville* a le grand intérêt de nous ramener aux fondements de la laïcité à partir du mot même, laïcité qui renvoie (ce n'est pas pour être pédant que je dis ça) au mot grec *Laïos*, le mot grec *Laïos* c'est le peuple en opposition au chef. La laïcité c'est l'affirmation de la souveraineté du peuple, contre la classe dirigeante, contre le pouvoir qui empêche la liberté, l'égalité, la fraternité.

Ca n'est pas d'abord un concept négatif, c'est d'abord une thématique beaucoup plus large que les rapports entre l'état et la religion, c'est l'affirmation de la souveraineté populaire

qui va se marquer par le droit de suffrage universel, par la liberté syndicale, par le droit de grève, par le droit du travail. C'est ça le fondement de la laïcité : n'ayons pas de la laïcité une définition qui la réduit aux rapports entre l'État et la religion. Nous allons voir pourquoi elle passe par la question des rapports entre l'état et la religion, bien sûr, **mais le fondement de la laïcité n'est pas d'abord les rapports entre l'état et la religion : le fondement de la laïcité c'est de rendre possible des lois, des institutions, qui affirment contre le pouvoir la souveraineté populaire.**

Pourquoi est-ce que rendre possible la souveraineté populaire contre le pouvoir passe par les rapports entre l'état et la religion ? C'est parce que le pouvoir exerce son emprise *contre* la souveraineté populaire *par le biais* de croyances religieuses. Ce sont des croyances religieuses — pas elles seules mais entre autres — c'est pour ça que la laïcité va passer par la régulation des rapports entre l'État et les croyances religieuses, ce sont les croyances religieuses qui sont un appui déterminant du pouvoir contre la souveraineté populaire. Pour prendre un exemple que nous connaissons tous : pour fonder la république comme droit des citoyens face à la monarchie de droit absolu, il a fallu en finir avec la croyance dans la royauté de droit divin. Une croyance religieuse venait appuyer, venait faire intérioriser par le peuple lui-même le pouvoir qui était exercé sur lui et contre sa souveraineté.

Quelles sont les croyances religieuses qui aujourd'hui appuient le pouvoir de la classe dirigeante contre la souveraineté populaire ? Voilà la question qu'il faut se poser. Quelles sont les croyances religieuses (c'est toujours les croyances religieuses qui appuient le pouvoir, mais quelles sont les croyances religieuses) qui aujourd'hui appuient le pouvoir contre la souveraineté populaire et dont il faut donc opérer la séparation d'avec l'État ?

Les croyances religieuses qui appuient le pouvoir de la classe dirigeante contre notre souveraineté, j'en ai listé cinq que je vais examiner successivement :

- **Premièrement : La croyance que le patrimoine génère de la valeur économique.**
- **Deuxièmement : La croyance dans le marché du travail.**
- **Troisièmement : La croyance dans le crédit, dans la nécessité du crédit pour financer l'investissement**
- **Quatrièmement : La croyance dans le fait que la réduction du temps de travail est la mesure de la productivité**
- **Cinquièmement : La croyance dans le fait que la sécurité sociale c'est de la solidarité.**

Voilà, à mon sens, les cinq croyances dont il faut que l'État se sépare, si nous voulons conquérir la souveraineté populaire sur l'économie.

Aujourd'hui le droit de suffrage est en pleine déserrance, beaucoup dans le peuple aujourd'hui ne votent plus, la vie politique est une mascarade - assez globalement - avec des carrières politiques, des gens qui font de la politique une carrière, et passent l'essentiel de leur temps à produire de la communication. Nous sommes dans un effondrement de la vie politique qui a comme origine le fait que les électeurs, à très juste titre, ont le sentiment que quoi qu'ils votent, ça ne change pas grand-chose parce que la politique aujourd'hui est impuissante face aux pouvoirs économiques, et que conquérir la souveraineté populaire, c'est-à-dire affirmer la laïcité, affirmer le peuple face à la classe dirigeante, affirmer la laïcité aujourd'hui, pour la conquête de la souveraineté populaire passe par la souveraineté sur l'économie.

La souveraineté populaire sur l'économie est un enjeu maintenant décisif, si nous ne conquerrons pas la souveraineté sur l'économie nous allons vers des effondrements politiques

tout à fait dramatiques, et la conquête de la souveraineté populaire sur l'économie suppose que nous soyons laïques sur les cinq croyances que je viens de citer.

## LA LAÏCITÉ DOIT ÊTRE CONQUISE :

À propos de la première des croyances qui assure le pouvoir de la classe capitaliste. Cette **première des croyances est que le patrimoine est générateur de valeur** et qu'il est normal de retirer un revenu d'un patrimoine puisque le patrimoine génère de la valeur, donc c'est normal, si on a un patrimoine, qu'on en tire un revenu. C'est normal, si on est propriétaire d'un outil de travail, qu'on tire de cette propriété un revenu ; c'est normal que, si on est propriétaire mobilier ou immobilier ou foncier, on en tire un revenu. Vous voyez bien que cette croyance — je vais vous montrer que c'est une croyance qui n'existe que par un phénomène religieux — cette croyance est bien décisive dans la souveraineté du capital sur nos vies puisque le capital repose précisément sur la propriété lucrative de l'outil de travail par la classe capitaliste, et que, tant que nous pensons que le patrimoine est source de production de valeur, et bien ma foi, après tout, c'est légitime qu'il y ait un revenu du patrimoine !

Alors on va se battre contre le fait que *le revenu est excessif* — voyez Piketty — le revenu du patrimoine est excessif, mais enfin il est normal qu'il y ait un revenu du patrimoine. C'est comme cela que, en croyant qu'il est normal qu'il y ait un revenu du patrimoine, nous nous soumettons à cette institution majeure du pouvoir de la classe dirigeante sur nos vies, à ce qui empêche le peuple d'être souverain sur l'économie, à ce qui empêche la laïcité c'est-à-dire la souveraineté du peuple — le Laïos — contre la classe dirigeante, et il faut donc commencer par séparer l'État de cette croyance-là.

Qu'est-ce qui génère de la valeur ? (La valeur c'est ce qu'on va exprimer par de la monnaie.) Qu'est-ce qui génère de la valeur ? Exclusivement le travail : c'est le travail vivant qui génère de la valeur. Si donc un patrimoine permet de rapporter un revenu à quelqu'un c'est que ce patrimoine lui permet de *ponctionner* de la valeur sur le travail d'autrui, il n'y a pas d'autres possibilité. Un patrimoine ne génère aucune valeur, seul le travail vivant génère de la valeur, seuls nous-mêmes par notre activité ici et maintenant, générons de la valeur économique. Si donc un patrimoine permet de récupérer des ressources, si un patrimoine est générateur de revenu ce n'est pas parce qu'il générerait de la valeur, c'est parce qu'il permet de ponctionner de la valeur sur le travail d'autrui.

Le fait d'être propriétaire de l'outil de travail permet à celui qui ne travaille pas sur cet outil, mais qui fait travailler d'autres sur cet outil, de récupérer une partie de la valeur créée par les autres. Ça n'est pas parce que l'outil créerait de la valeur et que donc il apporterait de la valeur à la société que le propriétaire a un revenu : il a un revenu parce qu'il fait travailler d'autres sur l'outil dont il est propriétaire et il exploite le travail des autres.

En aucun cas un patrimoine ne peut générer de la valeur, seul le travail vivant génère de la valeur, et si l'on tire des ressources d'un patrimoine, c'est que l'on ponctionne sur la valeur créée par le travail d'autrui. Un travailleur indépendant qui travaille tout seul sur l'outil dont il est propriétaire, ce n'est pas son outil qui génère le bénéfice qu'il va tirer, c'est son travail, il est propriétaire de son outil de travail mais il n'exploite personne, c'est lui-même qui travaille sur cet outil. En revanche, et c'est le propre du capitalisme, le propre du capitalisme c'est de *faire travailler d'autres sur l'outil dont on est propriétaire et d'en tirer une valeur*, c'est ce qu'on appelle l'exploitation : l'exploitation du travail, c'est le fait de ponctionner une partie de la valeur produite par le travail d'autrui que l'on met pour travailler sur l'outil dont on est propriétaire.

Et vous voyez, [il faut] **se battre contre la croyance qu'il y a une légitimité à la propriété lucrative de l'outil de travail** (*c'est légitime* dit le propriétaire de l'outil de travail, ce qui est illégitime c'est *qu'ils en prennent trop, qu'ils se gavent*, mais qu'on tire un revenu d'un patrimoine c'est normal, mais ça c'est de la croyance)... **Jamais on ne peut tirer un revenu d'un patrimoine si on n'exploite pas le travail d'autrui.**

Ce qui veut dire que... et c'est là que les choses se compliquent, c'est pour ça que la religion c'est toujours populaire et que c'est un outil exceptionnel pour nous faire adhérer aux institutions qui nous soumettent, qui nous empêchent d'être souverains, c'est pour ça que la laïcité a toujours à voir avec le rapport entre l'église et l'État, entre la religion et l'état, ça a toujours à voir avec ça, mais parce qu'il faut rayer l'affaire, c'est au service de la souveraineté populaire. Encore une fois le bouquin de *Dharréville* de ce point de vue-là est fondamental, je vous invite vivement à le lire.

Le fondement de la laïcité c'est le suffrage universel, la liberté syndicale, le droit de grève, etc. Ça, c'est le fondement de la laïcité. Mais pour pouvoir conquérir la souveraineté populaire, qui jusqu'ici passe par là mais ça ne suffit pas, manifestement, il faut *d'autres droits*, il faut que nous séparions l'État de croyances qui appuient le pouvoir et qui appuient d'autant plus le pouvoir que nous les partageons y compris matériellement. Chaque fois que, propriétaire d'un terrain, nous le louons à autrui, chaque fois que, propriétaire d'un appartement nous le louons à autrui, nous ponctionnons la valeur créée par le travail d'autrui. Ça n'est pas notre patrimoine qui génère de la valeur, ce n'est pas notre patrimoine qui génère le loyer que nous en tirons, c'est le travail d'autrui qui va nous revenir à nous parce que nous sommes propriétaires. Ce n'est pas nous qui avons produit la valeur qui nous revient comme propriétaire d'un terrain ou d'un immeuble, sauf pendant le court laps de temps où le loyer que nous faisons payer correspond au travail que nous avons produit pour aménager ce terrain, ou cet appartement, ou cette chambre que nous louons. Là, pendant quelque temps, quelques mois, le loyer que nous percevons correspond à la valeur que notre travail a produite pour l'aménagement, l'amélioration de ce lieu ou de ce terrain. Dès que le loyer excède cette valeur, alors nous ponctionnons sur le travail d'autrui.

Une institution de notre soumission collective, c'est-à-dire le droit pour un propriétaire d'embaucher des salariés dont il va ponctionner une partie de la valeur qu'ils créent, ça c'est l'usage capitaliste de la propriété lucrative, cette institution qui est l'institution de notre soumission collective : 1) nous en faisons une croyance (croire que le patrimoine génère de la valeur), 2) éventuellement nous la pratiquons nous-mêmes.

Comme l'a dit très justement Jérémie, la classe ouvrière a conquis des institutions d'émancipation vis-à-vis des croyances de la religion capitaliste. Je viens de donner une première croyance qui est que le patrimoine génère de la valeur. Or, la classe ouvrière a conquis des institutions de subversions de cette croyance. Qu'est ce qui subverti la croyance dans la propriété lucrative ? C'est la copropriété d'usage, le fait que **nous conquérions de la souveraineté populaire en devenant copropriétaires d'usage de l'outil de travail**. Pour prendre un exemple tout à fait décisif qui n'a tenu que 15 ans à peu près, mais qui ne demande qu'à être réactivé : la classe ouvrière pendant 15 ans, entre 1946 et 1961, a été copropriétaire d'usage du régime général de sécurité sociale qui représente l'équivalent du budget de l'État à peu près. Pendant 15 ans, des élus salariés ont géré les caisses de sécurité sociale en élisant les directeurs de caisse, et ça a parfaitement marché, mais ils ne tiraient de cette activité de propriété — le propriétaire, c'est celui qui décide — ils ne tiraient de cette capacité à décider aucune ressource, aucun revenu, c'était de la propriété d'usage.

La propriété d'usage c'est le contraire de la propriété lucrative, ce dont il s'agit c'est ce par quoi il faut remplacer la propriété lucrative. Donc **le premier acte de laïcité**, c'est-à-dire d'affirmation de la souveraineté populaire sur l'économie contre le pouvoir capitaliste,

**c'est de remplacer la propriété lucrative par la propriété d'usage.** Premier acte laïque irrécupérable par le Front National, alors que la guerre à la religion, singulièrement à la religion des minoritaires c'est-à-dire l'Islam, ça c'est facilement récupérable par le Front National, et ça fait tout à fait les affaires du pouvoir économique, ça le dérange pas du tout au contraire, ça l'arrange, ça fait diversion.

Conquérir la souveraineté populaire, ce qui est le cœur du Laïos. **La laïcité passe par la séparation de l'État et des croyances et les croyances qui aujourd'hui sont au service du pouvoir sont des croyances qui relèvent de l'économie.**

Vous en avez un témoignage permanent, Jérémie faisait allusion aux tranches du 7/9 du matin, ça démarre maintenant à 6 h même parce qu'il faut nous emmerder dès 6 h du matin. Le 6/9, c'est des curés qui viennent prêcher. Qu'est-ce que c'est qu'un économiste qui est à la radio, un journaliste, c'est un type qui prêche, et qui prêche « *si vous n'êtes pas sages vous irez en enfer, regardez, les grecs n'ont pas été sages et ils sont en enfer* ». Ces curés qui nous encombrant tous les matins ce ne sont pas les curés classiques, et plus ils se trompent plus ils ont de l'autorité : ces économistes n'avaient rien vu venir avant 2007, ils sont toujours là, ils plastronnent pour nous raconter la religion qu'il faut croire.

De même qu'il était de salubrité publique à l'époque où c'était l'église catholique qui était le porteur des croyances au service du pouvoir économique, d'aller taper la belote le dimanche pendant le sermon du curé, ça serait de salubrité publique de fermer nos radios de 6 h à 9 h du matin déjà (pour ceux qui ne l'ont pas encore fait). On pourrait éviter au moins le sermon du curé, y a déjà ça qu'on peut éviter. « *Ah ben oui, j'ai envie de savoir ce qu'il raconte* »... On sait ce qu'il raconte... Pourquoi se faire mal en permanence avec un sermon qui nous aliène.

**Deuxième croyance** dont il s'agit de séparer l'État : **La croyance dans le marché du travail.** Le marché du travail, c'est là encore l'institution de notre soumission à la classe capitaliste, et c'est une institution qui fait l'objet de notre croyance, et quand je dis *nous*, je dis y compris le Front de Gauche, y compris la CGT, je ne parle pas des autres, je parle de nous qui sommes ici et qui avons un énorme effort à faire de déplacement du combat laïque vers son terrain fondamental : comment séparer l'État des croyances qui empêchent la souveraineté populaire sur l'économie.

La croyance dans le marché du travail, c'est la croyance dans le fait que nous n'avons pas droit au salaire à vie, non, on n'a pas droit au salaire à vie. Pour avoir de l'argent il faut produire de la valeur économique, donc première croyance : ceux qui ont de l'argent par le patrimoine, c'est parce que le patrimoine produit de la valeur économique ; et deuxième croyance : qui produit de la valeur économique ? Ceux qui vont sur le marché du travail (les autres n'en produisent pas). Seuls ceux qui vont sur le marché du travail produisent de la valeur et ont droit au salaire, les autres n'y ont pas droit.

Le salaire est un attribut du poste de travail qu'un employeur nous attribue. C'est-à-dire : ce que fait la convention collective, elle attribue un salaire au poste de travail. Un salarié privé n'est jamais payé, lui : c'est son poste qui est payé ; s'il n'a pas de poste, il n'est pas payé, et nous trouvons ça normal. On trouve qu'il faudrait *qu'il y ait plus de droit pour ceux qui n'ont pas d'emploi* d'accord, il faudrait qu'il y ait *plus de solidarité* — (j'y viendrai, dans la croyance de la solidarité qui fait partie aussi de notre aliénation collective dont il faut qu'on se débarrasse) — mais nous croyons fondamentalement que quelqu'un qui n'est pas sur le marché du travail n'a pas droit au salaire, parce qu'il n'est pas producteur de valeur. Il est utile, il est très utile, bien sûr qu'il est utile, mais il n'a pas droit à du salaire qui reconnaîtrait qu'il produit de la valeur économique.

*Seuls ceux qui vont sur le marché du travail en se soumettant à un employeur produisent de la valeur économique, ceux qui ne se soumettent pas à un employeur ne produisent pas de la valeur économique, s'ils ont des ressources ce sont des ressources qui sont créées par ceux qui sont en train de se soumettre à un employeur. Ce n'est que si on se soumet à un employeur qu'on produit de la valeur, ou si l'on est employeur soi-même bien sûr (ou si l'on est indépendant la question, là, n'est pas en cause), mais ce dont je parle là c'est, tous ceux qui ne sont pas des travailleurs indépendants s'ils ne se soumettent pas à un employeur ils ne sont pas productifs.*

Donc, les retraités ne sont pas productifs, les retraités sont utiles, sont très utiles, ils sont conseillers municipaux, ils viennent aux réunions (ici, vu le côté un peu chenu de l'assistance, ils sont candidats aux prochaines départementales), etc... *ils sont utiles mais ils ne sont pas productifs, ils n'ont pas d'emploi, ils n'ont pas d'employeurs, ils ne sont pas productifs.*

*Les parents qui touchent des allocations familiales sont improductifs, ils n'ont pas d'emploi, ils n'ont pas d'employeurs, ce n'est pas avec un employeur qu'ils éduquent leurs enfants, alors ils ne sont pas productifs, ils sont utiles. C'est pour ça que ceux qui produisent de la valeur sont solidaires avec eux, mais eux les parents ne produisent rien.*

*Les chômeurs, les chômeurs ne produisent rien, un chômeur est un privé d'emploi, vous vous rendez compte, il ne va pas produire quelque chose ; de plus, il est même défini par le fait qu'il ne produit rien, il est défini par son manque, c'est un privé de... Vous vous rendez compte, l'aliénation qu'il y a à définir un chômeur comme un privé d'emploi. Je suis dans un local de la CGT, je sais donc ce que je dis en disant cela, je sais la provocation que représente mon discours.*

Un fonctionnaire (d'État en particulier, parce que hélas les fonctionnaires territoriaux ont des employeurs, le maire, et quand le maire c'est monsieur Délomez ce n'est pas très marrant, mais ça peut être quelqu'un de communiste et le problème restera le même), **un fonctionnaire d'État lui n'a pas d'employeur, un fonctionnaire d'État a un salaire à vie, il est payé pour son grade pas pour son poste, personne ne peut lui dire « aujourd'hui je t'embauche, demain je te licencie », personne.** Y a pas d'employeur qui le paie, y a le Trésor public, et je mets au défi les fonctionnaires qui sont ici de me dire quel est le TPG qui les paie, ils s'en foutent, ce n'est pas le problème. Qu'est-ce qu'on va dire ? On va dire que *les fonctionnaires dépensent, ils ne produisent pas, ce sont des gens utiles mais ils dépensent de l'argent produit par d'autres, les fonctionnaires ne produisent pas leur salaire à la différence de tous les salariés. Tous les salariés produisent sauf les fonctionnaires, ils ne produisent pas leur salaire ils n'ont pas d'employeur, ils ne vont pas en chemise, la corde au cou, pieds nus, quémander un emploi à un propriétaire d'un outil de travail, ils ne travaillent pas, ils sont utiles, ils ne sont pas productifs, ils dépensent l'argent produit par les autres. On leur en veut pas parce que ce qu'ils font c'est bien, c'est beau, mais il faut quand même savoir qu'ils dépensent l'argent produit par les autres, faut qu'ils le sachent. Croyance, croyance totale, là nous sommes dans une démarche religieuse qui fait que les fonctionnaires eux-mêmes ont intégré le truc, ils pensent qu'ils dépensent de l'argent produit par d'autres*, que ce n'est pas eux qui produisent l'impôt qui les paye et que les salariés du milieu associatif qui vit des subventions du conseil général et autres pensent que ce n'est pas eux qui produisent la subvention, non, la subvention vient de l'état providence évidemment.

Quel est l'antidote laïc que nous avons créé ? C'est précisément **le salaire à vie comme matrice du travail**. Bien sûr que les fonctionnaires produisent leur salaire, comme tous les travailleurs, et ils le produisent sans employeur parce qu'ils sont payés à vie, ils ne passent jamais par le chômage ; c'est un privilège de ne pas passer par le chômage ? Ben non ! C'est une conquête sociale contre la religion capitaliste, c'est une œuvre de laïcité que

de proclamer le salaire à vie comme matrice du travail, comme matrice du travail alternative à l'emploi capitaliste. **Nous n'avons pas besoin d'employeur pour travailler.** Nous avons droit à un salaire qui soit un attribut de notre personne, de même qu'un fonctionnaire qui change de poste ne change pas de salaire parce que son salaire n'est pas lié à son poste.

Bien sûr que les réformateurs passent leur temps à lutter contre la fonction publique, à ne plus négocier sur le point d'indice qui exprime le grade précisément et à multiplier les primes qui elles sont liées au poste. Bien sûr qu'ils cherchent à créer des employeurs partout, que les chefs d'établissement deviennent des employeurs, évidemment puisqu'ils sont au service du capital.

Mais ceux qui ont conquis le statut de la fonction publique, (avec Maurice Thorez un ministre communiste, ministre d'État qui en 1946 a mis en place le statut de la fonction publique) ceux qui ont conquis le statut de la fonction publique ont conquis une arme de guerre contre le pouvoir capitaliste en inventant une alternative à l'emploi. L'alternative à l'emploi et donc au chômage puisque le chômage c'est généré par l'emploi puisque l'emploi c'est-à-dire la qualification du poste de travail, le fait que le salaire soit attribut du poste et non pas de la personne c'est ça l'emploi. Chercher un emploi c'est par définition quelqu'un qui n'a pas de salaire et qui va chercher un poste de travail qui est la propriété du propriétaire lucratif — on en revient évidemment à la première croyance — pour pouvoir être payé, mais c'est son poste qui est payé, ce n'est pas lui. Nous avons inventé, et c'est œuvre de laïcité, nous avons inventé contre la croyance religieuse dans le marché du travail, nous avons inventé une alternative au chômage et à l'emploi puisque c'est la même chose, chômage et emploi c'est le pile et le face de la même pièce, nous avons inventé le salaire à vie. **L'alternative au chômage ce n'est évidemment pas l'emploi (l'emploi, c'est la source du chômage), l'alternative au chômage c'est le salaire à vie.** Le fait que le salaire soit un tribut de la personne, nous l'avons inventé pour les fonctionnaires => il faut le généraliser à toute la population. **Faire œuvre de laïcité c'est séparer l'État de la croyance dans le marché du travail.**

- Premièrement se battre pour généraliser la propriété d'usage de tous les outils de travail contre la propriété lucrative.
- Deuxièmement se battre pour le salaire à vie contre le marché du travail

Voilà ce que c'est que faire œuvre de laïcité, c'est-à-dire — parce que la laïcité n'est pas ce que vous croyez — c'est-à-dire se battre pour l'affirmation de la souveraineté du peuple.

Troisième croyance, qui passe forcément par la séparation de l'État et de croyance religieuse parce que ce sont toujours des croyances religieuses qui sont à l'appui du pouvoir. Première croyance religieuse à l'appui du pouvoir : la croyance dans le fait de croire que le patrimoine est source de valeur économique, et donc qu'il est légitime de tirer un revenu d'un patrimoine. Deuxième croyance religieuse qui est à l'origine de notre impuissance collective : la croyance dans le fait que seuls ceux qui passent par le marché du travail produisent de la valeur, que les fonctionnaires ne produisent pas l'impôt qui les paye, que les chômeurs ne produisent pas le salaire qui les paye, que les parents ne produisent pas les allocations familiales, que les retraités ne produisent pas la pension qui les paye, que les soignants ne produisent pas l'assurance maladie qui les paye... chaque fois que nous croyons ça, que nous disons que tous ces gens-là ne produisent pas, qu'ils dépensent ce qui est produit par d'autres, nous adhérons à la religion capitaliste. Penser que nous sommes un peuple laïc, c'est se tromper totalement. **Nous sommes un peuple hyper religieux, engoncé dans la religion et il serait temps que nous en sortions.**

**Troisième croyance** qui soutient le pouvoir capitaliste contre la souveraineté populaire qui empêche l'affirmation du Laïos, qui empêche la laïcité. Troisième croyance **le crédit**.

Le crédit fait l'objet d'une croyance absolument religieuse : nous pensons qu'on ne peut pas se passer du crédit, qu'on peut le moraliser, qu'on peut contenir le crédit privé par du crédit public... des choses comme cela, mais tout ça, c'est de l'ordre de la croyance puisque nous continuons à croire qu'on ne peut pas se passer de crédit pour financer l'outil de travail et qu'il faut donc *des investisseurs*, il faut des investisseurs, on ne peut pas s'en passer.

En 2007 les investisseurs, c'était le collapse => on pouvait en finir, mais on n'en a pas fini ? puisque nous avons soutenu, **soutenu !** (je n'ai vu aucune manif en 2007 pour dire finissons-en avec les investisseurs, c'était l'occase ils étaient morts). Nous avons laissé faire une création monétaire insensée pour renflouer les actionnaires en disant *attention si le système financier s'effondre c'est tout qui s'effondre*. C'était le collapse, on avait l'occasion d'en finir avec cette croyance, non seulement la croyance mais la domination de la classe capitaliste. Pas du tout nous avons laissé faire son renflouement à coup de création monétaire considérable - qu'il faut que nous assumions aujourd'hui — par de l'austérité parce que pour que cette création monétaire ne soit pas de la planche à billets il faut en face qu'il y ait de la valeur, c'est-à-dire une ponction supplémentaire sur notre travail. La création monétaire insensée au service des banques, au service des actionnaires, au service des marchés financiers, qui continue depuis, il y a encore quelques semaines, la banque centrale qui n'a jamais de sous pour nous a encore aligné des liquidités invraisemblables pour les actionnaires des banques.

On va faire une manifestation *contre l'austérité* mais ça, ça n'est jamais que la *conséquence* de cette création monétaire au service des marchés financiers. Et on ne va pas la moraliser par un pôle public du crédit qui continue à légitimer le crédit. Revendiquer un pôle public de crédit c'est dans la croyance religieuse, je le dis en sachant où je le dis puisque je suis moi-même membre du parti communiste et je sais que ça fait partie de notre programme, hélas !

Être laïc, c'est séparer l'État de cette croyance : **nous n'avons pas besoin de prêteurs pour financer l'investissement, nous n'avons pas besoin d'une création monétaire par crédit pour financer l'investissement.**

Réfléchissons, il ne faut pas plus de cinq minutes pour comprendre le truc, la croyance ça n'existe que parce que c'est une idée reçue c'est tout, ce n'est pas par sa force de rationalité, c'est irrationnel par définition. Donc un petit raisonnement très simple, sauf que « *non ! Non ! Non, t'as peut-être raison mais non. Puis non, t'as pas raison finalement, oui ce que tu dis est rationnel mais non* », c'est ça la croyance. Il faut cinq minutes pour démonter l'idée qu'il faut des prêteurs pour investir mais vous continuerez à croire qu'il faut des prêteurs pour investir. C'est ça la religion, on continue à croire contre toute raison parce que cette croyance, comme dit Marx, c'est *le soupir de notre pauvreté, et que ça fait du bien de soupirer, c'est la consolation des vaincus, c'est l'opium du peuple*, la consolation des vaincus. La croyance dans le crédit comme opium du peuple.

Nous investissons 400 milliards seulement, et encore, dans les 400 milliards, on compte la construction des maisons qui n'est pas, sauf exception, un outil de production ; mais c'est considéré comme de l'investissement. Donc, la statistique qui évalue à 20 % du PIB (puisque nous produisons 2 000 milliards par an), qui évalue l'investissement à 20 % du PIB, 400 milliards, est encore très surestimée puisqu'on a calculé dans l'investissement la construction d'immeubles. Donc, nous consacrons encore beaucoup moins que ça à l'outil de travail.



Ces 400 milliards, d'où ils viennent ? Ils nous sont prêtés. Alors, on croit qu'il faut qu'ils soient prêtés puisqu'ils le sont... Oui, c'est aussi ça la religion, c'est le fétichisme, *ce qui est, c'est la nécessité*. Pourquoi est-ce qu'ils nous sont prêtés ? Parce qu'ils viennent de nous être piqués ! et que **le prêteur, c'est toujours quelqu'un qui vient de piquer, par définition**.

Nous produisons 2 000 milliards par an. Sur ces 2 000 milliards, y en a 1 300 qui nous reviennent : 100 milliards comme produit du travail des travailleurs indépendants et 1 200 milliards comme produit du travail salarié sous forme du salaire direct (celui du bas de la feuille de paie) et 650 milliards, et sous forme de cotisations sociales : 550 milliards. Nos salaires sont produits par notre travail, y compris le salaire des fonctionnaires qui est produit par le salaire des fonctionnaires, le salaire des parents est produit par le travail des parents, les allocations familiales, la pension des retraités est produite par les retraités, moi en ce moment je suis en train de produire de la valeur économique, et ma pension est l'expression de la valeur économique que je suis en train de produire.

Sur les 700 milliards qui vont au profit, la valeur ajoutée se partage entre ce qui va aux travailleurs qui ont produit cette valeur ajoutée et ce qui va au profit, c'est-à-dire à des parasites, qui (au nom de la propriété dont ils disent qu'elle produit de la valeur) piquent 700 milliards sur ce que nous produisons. 35 % de ce que nous produisons est piqué par les propriétaires, propriétaires directs, actionnaires et prêteurs. C'est nous qui produisons ces 700 milliards, seul le travail produit de la valeur, et ces 700 milliards vont — au titre de la croyance que le patrimoine génère de la valeur — aux propriétaires. On va dire « *ils en récupèrent trop* », y a un coût du capital, le coût du capital c'est les dividendes excessifs. C'est Pierre Laurent dans son débat avec Gattaz, c'est Lepaon lui il est un peu plus disqualifié. Je ne sais ce que dit Martinez mais la campagne de la CGT sur le coût du capital c'est sur *le coût excessif du capital. Y a trop de dividendes, il y a trop de taux d'intérêt, les propriétaires s'empiffrent*. Mais il n'y a pas de mise en cause de la rémunération du capital puisqu'il y a croyance dans le fait que le patrimoine génère de la valeur et cette croyance est populaire puisqu'elle a une pratique populaire dans nos propres vies dès lors que nous sommes locataires à autrui d'un terrain ou d'un appartement.

Or le coût du capital, ce n'est pas seulement (sur les 700 milliards) les 300 milliards qui ne sont pas investis : puisque les propriétaires empochent 700 milliards, ils en investissent 400, y a donc 300 milliards qui ne sont pas investis, la campagne de la CGT elle porte là-dessus, les dividendes après investissement et les taux d'intérêt, tout ça, ça fait 300 milliards, et la CGT, le parti communiste, le Front de gauche se battent contre ce *coût du capital* c'est-à-dire ces 300 milliards qui sont totalement parasitaires puisqu'ils ne sont pas investis, ils vont aller aux dépenses somptuaires et ils vont aller à la spéculation.

Mais les 400 autres milliards qui après nous avoir été piqués, nous sont prêtés... Pas de contestation, pas de contestation puisque nous croyons — c'est de la croyance — nous croyons qu'il est normal qu'il y ait un crédit pour financer l'investissement. Or ces 400 milliards nous sont piqués et s'ils nous sont prêtés c'est parce qu'ils nous sont piqués. **La classe capitaliste passe son temps à piquer, à prêter ce qu'elle vient de piquer et à exiger un retour sur investissement**. Ces 400 milliards c'est nous qui les produisons, ici et maintenant, c'est ni ailleurs, ni dans le passé.

« *Mais oui, c'est ailleurs puisque vous avez des investissements qui viennent de l'étranger, c'est donc que ça a été produit ailleurs, et heureusement qu'il y a des capitaux qui viennent investir en France, heureusement que le Qatar...* » Ah NON ! Rectification : ce qu'on appelle la balance des capitaux (c'est-à-dire la comparaison entre les capitaux qui viennent d'ailleurs et les capitaux qui sortent du pays), elle est nulle [équilibrée]. C'est-à-dire que les capitaux qui viennent de l'étranger sont compensés par les capitaux qui sortent du

pays. Ça veut donc dire que **les 400 milliards d'investissement en France sont produits en ce moment par notre travail**. En ce moment, pas hier, donc ce n'est pas ailleurs que c'est produit, c'est par notre travail en ce moment.

« En ce moment » ? pourquoi ? Parce qu'on ne peut pas mettre de la valeur au congélateur dans des titres financiers, ça n'existe pas, ça. La valeur soit elle se coagule dans des outils de travail et là pendant les cinq ans de l'amortissement cette valeur va durer, de plus en plus faible, c'est ce que Marx appelle *le travail mort dans les machines*, soit elle s'évanouit dans le moment même où elle est créée, mais **en aucun cas la monnaie ne peut être une réserve de valeur, en aucun cas**. En aucun cas un titre financier ne peut être une réserve de valeur, c'est d'ailleurs parce que ça ne peut être en aucun cas que les programmes d'économie qui sont du catéchisme nous enseignent que la monnaie c'est de la réserve de la valeur, bien sûr ! Et puis y a des profs de catéchisme qui pensent qu'ils sont laïcs, alors que ce sont des curés, des profs d'économie qui enseignent que *la monnaie c'est de la réserve de valeur*. C'est plus *questions / réponses* que dans le catéchisme d'avant le Concile : Qui est Dieu ? Dieu est un être... en trois personnes, etc... c'est plus tout à fait ça, nos manuels sont un peu plus interactifs mais c'est toujours du catéchisme avec des curés qui enseignent la religion. Alors que ça crève les yeux que **c'est ce que nous sommes en train de produire ce qui finance l'investissement**, bien sûr ! Ben non, la religion capitaliste nous fait croire que ce qui finance l'investissement, c'est de la production d'hier ou d'ailleurs, qui est accumulée dans les mains de gens qui sont peut-être des salauds mais qui sont bien utiles, des salauds utiles.

Contre dieu, on dresse un poing vengeur (ce qui est toujours une façon de l'honorer : dire que dieu est un salaud c'est toujours pareil, c'est y croire, s'il est salaud c'est qu'il fait quelque chose, c'est qu'il sert à quelque chose).

Évidemment, l'investissement de 2014 est produit par notre travail en 2014, **et il n'y a aucune raison que le produit de notre travail nous soit prêté, aucune**. Il ne nous est prêté que parce qu'il vient de nous être piqué.

Or, nous avons déjà inventé l'antidote, la classe ouvrière a inventé la subversion de la croyance dans le crédit par de la subvention d'investissement grâce à l'impôt et à la cotisation sociale. Comment on finance (en tout cas jusqu'aux 30 dernières années, où nous sommes dans une régression considérable), comment est-ce qu'on finance les équipements collectifs ? Par de la subvention, **le trésor public subventionne, il ne prête pas**. Comment est-ce qu'on a financé l'investissement hospitalier, les CHU — cet énorme travail d'investissement des années 60 [par lequel] on a transformé un système hospitalier qui était un mouvoir en un lieu de soins, et dieu sait si un hôpital c'est une usine en terme d'investissement — ? Par un appel aux marchés des capitaux ? Pas du tout. **Par la cotisation maladie qui a subventionné l'investissement**, mais pour une raison très simple (encore une fois) :

Qu'est-ce que c'est qu'investir ? C'est attribuer une partie de ce que nous produisons, non pas de la consommation finale qui va en salaire pour de la consommation finale, mais à l'entretien et à l'augmentation de l'outil de travail : on affecte une partie de ce qu'on est en train de produire. Donc, **il n'y a aucune raison que cette affectation se fasse par du crédit puisque c'est ce qu'on est en train de produire. Il suffit que nous nous appropriions cette valeur et que nous l'affectons par subvention aux hôpitaux et aux équipements collectifs. Depuis quand les hôpitaux et les collectivités locales sont sous la coupe de Dexia ? Depuis que l'on n'augmente ni les impôts, ni les cotisations sociales**. Et pourquoi est-ce qu'on n'augmente pas les impôts et les cotisations sociales ? Parce que vous avez un numéro annuel de la NVO : « *pas un euro de trop en impôt* », c'est même le numéro de la NVO qui se vend le plus, hélas ! les bons numéros se vendent pas ou sont pas lus, et puis parce que **personne au Front de gauche, personne à la CGT ne se bat pour une hausse massive du taux des cotisations, personne, personne**.

Comment est-ce que vous pensez que le taux de cotisations qui est aujourd'hui de 66 % du brut — 22 % cotisations salariales, 44 % de cotisations employeur — comment vous pensez que ce taux est passé de 32 % en 1945 à 66 % à la fin des années 70 ? Par une intervention du Saint-Esprit, par l'État providence ? **Par une bagarre constante de la classe ouvrière pour que la cotisation à la place du profit finance l'investissement**, pour que la cotisation et l'impôt, à la place du marché, du travail finance le salaire des fonctionnaires de la fonction publique hospitalière, finance les allocations familiales des parents. **C'est parce que cette bagarre est abandonnée, parce que nous croyons qu'il faut du crédit pour investir, que nous sommes aujourd'hui pour les hôpitaux et pour les collectivités territoriales, dans une merde financière absolue**, que l'on ne peut pas exclusivement attribuer à la mauvaise gestion des maires (je fais allusion à Grasse).

L'antidote, donc, de la croyance, l'affirmation laïque, ça n'est pas le crédit public (qui est toujours dans la croyance qu'il faut du crédit) : **l'affirmation laïque qui nous fait advenir comme souverain de la valeur c'est la cotisation sociale pour financer l'investissement hospitalier. Généralisons ! Nous pouvons financer tout investissement par une subvention de caisse d'investissement qui collectera 40 % du PIB, ou 30 ou du PIB** pour subventionner les investissements, et là nous allons faire jaillir les PME qui aujourd'hui crèvent, n'ont aucun accès aux financements, etc., relancer les services publics qui aujourd'hui crèvent de sous-investissements. Mais ça passe par un combat laïc contre la croyance dans la nécessité du crédit.

**Quatrième croyance : la croyance dans la réduction du temps de travail comme fondement de la productivité**, comme mesure de la productivité. Là encore nous sommes dans une institution fondamentalement capitaliste et dans une croyance qui nous aliène et qui nous empêche de nous poser comme peuple souverain en matière économique.

*L'idée qu'il faut abaisser le temps de travail pour avoir des gains de productivité, une idée où nous souffrons mais comme dit l'autre, j'aime l'amour qui fait mal, nous souffrons du fait que notre production soit mesurée par le temps de travail, qu'il s'agisse en permanence de réduire le temps de travail par unité produite, nous souffrons dans les services publics lorsque le New public Management introduit cette gestion capitaliste par le temps qui transforme l'appareil de santé en lieu de protocoles là où c'était un lieu de clinique. Et tous ceux qui soignants sont obligés d'appliquer des protocoles — parce que les protocoles c'est gérables quant au temps, la maîtrise du temps devient possible — tous ceux qui sont obligés d'appliquer des protocoles et de ne plus faire de clinique, souffrent de ce mauvais travail qu'on leur fait faire, tous ceux qui passent leur temps à remplir des paperasses pour la gestion du temps, souffrent de tout cela mais ils continuent, c'est ça le soupir de la religion, je soupire, je crois... *il faut réduire le temps de travail pour les gains de productivité. Je crois que ce qui fonde de la valeur de ce verre d'eau, de ce stylo, de ce micro, de ce cahier... qui sont des valeurs d'usage incommensurables, ce qui permet de les comparer c'est le temps de travail qu'ils contiennent, je le crois*, croyance totale qui nous est imposée par la religion capitaliste mais on le croit, ça nous fait souffrir, c'est beau, je souffre.*

Quel est l'antidote qui a été inventé, parce que là encore la classe ouvrière quand elle était révolutionnaire — j'en parle au passé c'est clair, mais elle l'a été — la classe ouvrière quand elle a été révolutionnaire s'est battue pour **une autre mesure de la valeur que le temps : la qualification du producteur**. Elle s'est battue comme un chien pour la convention collective, pour que le salaire ne soit pas mesuré comme prix de la force de travail sur un marché, c'est-à-dire le temps nécessaire à la production des biens que va consommer le travailleur, ça c'est la définition capitaliste du salaire. Elle s'est battue pour que ça ne soit pas ça qui mesure le salaire mais la qualification du poste qui n'a rien à voir avec le temps. Elle s'est battue pour que ce qui mesure la production ce soit la qualification du producteur. Et là

on n'est plus dans l'emploi où ça c'est la qualification du poste, on est à mi-chemin là, on est dans la fonction publique où c'est la qualification du producteur qui mesure la valeur.

Comment est-ce qu'on mesure la valeur produite par l'administration dans le PIB, comment est-ce que les statisticiens de l'INSEE mesurent la contribution à l'administration à la production de valeur ? En additionnant les salaires des fonctionnaires. Puisque le salaire d'un fonctionnaire mesure sa qualification propre, le fonctionnaire c'est quelqu'un qui a un salaire à vie, on mesure la valeur non pas par le temps de travail mais par la qualification du producteur, mesure éminemment émancipatrice. Et tous ceux qui, dans les services publics, sont progressivement avec le new public management sous la dictature du temps savent la régression qu'il y a à passer de la qualification du producteur à la mesure de la valeur par le temps de production.

Donc nous avons inventé l'antidote, nous ne sommes pas démunis :

- mais notre incapacité à le généraliser, **notre incapacité à nous battre pour le salaire à vie pour tous**, de 18 ans à la mort comme les fonctionnaires,
- **notre incapacité à nous battre pour la copropriété de tous les outils de travail** contre la propriété lucrative, le fait qu'on cherche des repreneurs (très bien nommés parce qu'ils prennent deux fois),
- **le fait que nous soyons dans l'incapacité de nous battre contre la mesure de la valeur par le temps** et de généraliser la mesure de la valeur par la qualification du producteur,
- **le fait que nous soyons dans l'incapacité de nous battre contre le crédit** et de généraliser la cotisation comme financement par subvention de l'investissement,

**c'est parce que nous croyons dur comme fer** que le marché du travail est nécessaire, que le crédit est nécessaire, que la mesure de la valeur par le temps est nécessaire, que la propriété lucrative est nécessaire.

**Cinquième croyance : la sécurité sociale comme solidarité.** Vous voyez que, pour le capital pour qu'il puisse dominer nos vies, pour qu'il puisse empêcher la souveraineté populaire, il faut qu'il dégage en permanence des croyances religieuses, c'est une condition *sine qua non* : s'il n'y a pas de religion, il n'y a pas de pouvoir, et tout pouvoir s'exprime d'abord dans la religion.

La religion du capital nous dit que *ne produit de valeur que celui qui va sur un marché du travail se soumettre à un propriétaire lucratif qui a financé son investissement par crédit et qui mesure la valeur de ce que l'on produit par le temps. En dehors de ça y'a pas de production, y'a de l'utilité sociale mais y'a pas de production de valeur. Donc tous ceux qui ne sont pas dans cette situation s'ils ont des ressources c'est à cause de la solidarité, c'est parce que ceux qui produisent de la valeur sont solidaires d'eux, ceux qui produisent de la valeur ne consomment pas tout leur salaire, y a une partie de la valeur qu'ils ont produite, les cotisations sociales, c'est eux qui les ont produites — je dis la religion là, nous sommes d'accord — Sur ma feuilles de paie, les cotisations sociales, c'est moi qui les ai produites mais je les consomme pas parce que je suis solidaire. Je suis solidaire des vieux, les vieux ça produit pas, ça n'a pas d'emploi, ils ne produisent pas, s'ils ont des ressources c'est parce qu'ils ont produit d'accord, c'est normal qu'on les récompense, mais aujourd'hui ils ne produisent rien, ils ne se soumettent à aucune des institutions de la valeur du capital. La classe ouvrière n'ayant jamais été révolutionnaire dans la religion, on n'a pas inventé d'alternative, on n'a pas inventé d'alternative à la valeur capitaliste, on n'a pas inventé une valeur salariale anticapitaliste, non on n'a rien inventé de tout ça, on n'a pas inventé une valeur salariale, on s'est juste battu pour le partage de la valeur mais pas pour le*

*changement de la valeur, alors que c'est ce qu'on a fait, la classe ouvrière révolutionnaire s'est battu pour le changement de la valeur, non pas pour son partage mais pour son changement.*

*Dans ce cas-là, tous ceux qui ne se soumettent pas aux institutions du capital (ou qui en sont libérés), ils n'en sont libérés qu'au prix de la solidarité des autres, et les retraités bénéficient de la solidarité des actifs. Je reviens à la feuille de paie, à sa lecture religieuse, la lecture religieuse de la feuille de paie consiste à dire : C'est moi qui ai produit mes cotisations sociales je ne les dépense pas toute - je suis dans la formation syndicale niveau 1 qui enseigne la religion du capital - c'est moi qui est produit mes cotisations sociales, je ne les consomme pas toute, je les verse à la solidarité, solidarité avec les retraités, solidarité avec les malades, solidarités avec les familles, solidarité avec les chômeurs. Et cette solidarité c'est en même temps de la prévoyance. C'est pour ça que ces cotisations c'est du salaire différé — là, je suis plutôt à FO qu'à la CGT, parce qu'à la CGT, ils parlent de salaire socialisé depuis que j'ai fait campagne pour le salaire socialisé. C'est un article de Arguments et Documents Economiques, le conseiller fédéral qui bosse sur les questions de finance, il est cité dans la dernière NVO de février, qui au début des années 2000 a insisté pour qu'à la CGT on parle plus de salaire différé mais de salaire socialisé, sauf que la façon qu'on a de parler du salaire socialisé c'est comme si c'était du salaire différé.*

Le salaire socialisé ça veut dire que ce n'est pas mon travail passé qui finance ma pension ou mon allocation de chômage ou ma prestation de santé. Bien sûr que c'est le travail actuel, **donc on parle de salaire socialisé aujourd'hui et non pas de salaire différé**, sauf que le salaire socialisé dont on parle on en parle exactement dans les termes du salaire différé, ce que je suis en train de vous dire : *sur ma feuille de paie y a mon salaire net qui est ce que je consomme de mon salaire, puis il y a le salaire indirect ou socialisé mais en réalité différé puisque je vais le récupérer plus tard, je suis prévoyant et lorsque je serai moi-même malade, en retraite, chargé de famille ou chômeur, je bénéficierai de la solidarité des autres mais qui ne sera jamais que l'expression de la solidarité que j'ai moi envers les autres. Salaire différé, je ne consomme pas tout mon salaire tout de suite, j'en consommerai une partie demain.* Nous sommes dans la religion qui veut qu'un chômeur ne produit pas, un parent ne produit pas, un fonctionnaire de santé ne produit pas, un soignant en général ne produit pas, un retraité ne produit pas, s'il a des ressources c'est par la solidarité et la prévoyance que sont les cotisations, nous adhérons à la religion qui veut que seul celui qui a un emploi produit de la valeur, ceux qui n'ont pas d'emploi ne produisent pas de valeur.

L'antidote a déjà trouvé lorsque nous avons imposé justement comme du salaire la cotisation, ça ne voulait pas dire que c'était mon salaire, ça voulait dire que tous ceux qui produisent du non-marchand, les fonctionnaires parce qu'on peut dire la même chose de l'impôt, les retraités, les parents, les chômeurs et les soignants (je prends les quatre branches de la sécurité sociale, je prends aussi la fonction publique), tous ceux qui produisent du non-marchand produisent évidemment de la valeur mais cette valeur ne peut pas s'exprimer dans le prix des biens et services qu'ils rendent puisqu'ils sont sans prix précisément.

Où se trouve la monnaie ? Dans ce qui a du prix. Donc la monnaie qui reconnaît de la valeur produite par les fonctionnaires, l'impôt, la monnaie qui reconnaît la valeur produite par les soignants, les retraités, les parents et les chômeurs, cette valeur se trouve dans le prix des marchandises mais ça n'est pas la valeur de la marchandise, le prix des marchandises inclut la valeur du non-marchand. Mais le non-marchand est produit par ceux qui travaillent dans le non-marchand, ma pension est produite par moi, pas par un autre qui travaille pour moi. On ne peut pas y échapper à cette croyance, c'était il y a quelques années, ce n'est pas récent mais on était en réunion, un téléphone sonne toujours (ces saloperies de téléphones qui sonnent quand on est en réunion et en plus les gens vont écouter leur truc), et le gars dit : « *On m'annonce la naissance d'un tel, ah bien bravo pour nos retraites c'est une bonne nouvelle* ».

La croyance ça s'exprime toujours dans le quotidien, dans le tissu de nos vies les plus quotidiennes, c'est pour ça que c'est une tunique de Nessus dont il faut que nous nous débarrassions, l'État déjà sinon nous-mêmes.

La bataille laïque suppose de séparer l'État de l'église capitaliste. C'est une église parce qu'elle a un rituel qui est un rituel religieux. J'en donne seulement deux exemples :

Nous formons pendant 18 ans, entre 3 ans et 21 ans, nous formons nos enfants *pour qu'ils se conforment aux exigences du marché du travail*. Si ce n'est pas dieu, ça, je ne sais pas ce que c'est, dieu... *Les exigences du marché du travail*. Pensez à l'inquiétude des parents pour *leurs enfants qui ne se soumettent pas aux exigences du marché du travail*, à 18 ans ce n'est pas grave, à 25 ans on commence déjà à tortiller des fesses, à 30 ans « *mais quand est-ce que tu te vends bonsoir de pipe !* ». Qu'est-ce que c'est ça sinon un rituel religieux ; un dieu dont il faut satisfaire les exigences.

Deuxième exemple du rituel religieux : régulièrement dans la journée si nous n'avons pas pris l'habitude de fermer notre poste ou de ne pas aller regarder sur internet (ce qui est encore pire, on croit s'en libérer en étant tout le temps victime du truc. Vous savez ce que c'est que d'aller écouter la radio sur internet où y a les journaux, c'est être encore davantage victime). *On ne peut pas échapper au moment tout à fait rituel où depuis le temple (jamais depuis le studio), sur le ton du moulin à prières, on nous égrène le Cac 40... dont-on n'a rien à cirer et on comprend rien, 3800 ça veut dire qu'il a été multiplié par 3,8 depuis la fin des années 80. Est-ce que nos salaires ont été augmentés de 480 % depuis la fin des années 80 lorsque le seul ouvrier d'un ministre socialiste monsieur Bérégovoy crée le Cac 40 (l'ouvrier de service, c'est toujours à eux qu'on demande de faire des saloperies : c'est bien tout le mépris de Mitterrand pour la classe ouvrière... [Bérégovoy] qui a fini par se suicider d'ailleurs... Qu'est-ce qu'il lui restait comme autre chose ? C'est tragique, quand on voit ce destin). Je reviens à la religion : nous avons le muezzin qui régulièrement nous rappelle à la prière et ce n'est pas pour rien qu'on nous associe à cette liturgie permanente, c'est pour que le matin on écoute le sermon du curé, et c'est un curé d'avant le Concile, un curé qui nous dit : « si vous n'êtes pas sage vous irez en enfer », il nous le répète tous les matins et on est là, on continue à écouter notre radio...*

**Déplaçons nos combats laïcs, nos sociétés ne sont qu'à mi-chemin dans la bagarre de la laïcité. Nous avons à mener un combat laïc qui lui ne sera jamais récupérable par le front national, puisque c'est le combat contre les croyances qui assurent la domination du capital.**

Bernard Friot (27 février 2015).  
<https://youtu.be/3vW8EoVUaEo>